

## **La relation banque et financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) : une particularité malienne**

## **The Bank–SME Relationship and the Financing of Small and Medium-Sized Enterprises (SMEs): A Malian Specificity**

**Tiessé TRAORE, (Doctorant)**

*Laboratoire Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

**Mohamed TRAORE, (Enseignant-Chercheur)**

*Laboratoire Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

**Salifou Konimba DOUMBIA, (Doctorant)**

*Laboratoire Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

**Ibrahim SANOGO, (Enseignant-Chercheur)**

*Laboratoire Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Adresse de correspondance :</b>  | Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)<br>BADALABOUGOU BAMAKO<br>+223 91 29 90 62                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Déclaration de divulgation :</b> | Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.                                                                                |
| <b>Conflit d'intérêts :</b>         | Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Citer cet article</b>            | TRAORE, T., TRAORE, M., DOUMBIA, S. K., & SANOGO, I. (2026). La relation banque et financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) : une particularité malienne. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(5), 741–758.<br><a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.20584036">https://doi.org/10.5281/zenodo.20584036</a> |
| <b>Licence</b>                      | <b>Cet article est publié en open Access sous licence<br/>CC BY-NC-ND</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

Received: 09/03/2026

Accepted: 01/06/2026

## La relation banque et financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) : une particularité malienne

### Résumé :

Les petites et moyennes entreprises (PME) occupent une place centrale dans le tissu économique malien en contribuant significativement à la création de richesse et d'emplois. Selon la BAD, les PME maliennes contribuent dans l'économie à hauteur de 55 % au produit intérieur brut (BAD, 2021). Toutefois, malgré ce rôle stratégique, leur accès au financement bancaire demeure limité.

Diverses études ont souligné plusieurs facteurs dans la littérature, cependant certains aspects relatifs à la particularité des pays semblent négligés. L'objectif de cet article est d'identifier les principaux facteurs relatifs au financement des PME et la particularité malienne. Sur le plan méthodologique, cette recherche adopte une approche exploratoire fondée principalement sur l'exploitation de données secondaires, complétée par une analyse du système financier malien et de ses mécanismes de financement.

Les résultats montrent que les principaux facteurs sont relatifs au système financier malien et des aspects spécifiques aux PME. L'étude souligne que d'une manière générale les microentreprises ont plus accès au financement bancaire que les PME dans l'espace UEMAO et au Mali en particulier<sup>1</sup>. L'étude pourrait être un élément d'appui pour étudier les facteurs explicatifs de ce paradoxe. En fin, elle propose d'autres approches notamment celle basée sur la qualité du système financier, la culture financière et la compétence managériale pour étudier la particularité des difficultés d'accès au financement des PME au Mali.

**Mots-clés :** PME, financement bancaire, rationnement du crédit, asymétrie d'information, Mali.

**JEL Classification :** G21, O16, L26, O55

**Type du papier :** Recherche Théorique

### Abstract :

Small and medium-sized enterprises (SMEs) play a central role in Mali's economic fabric by contributing significantly to wealth and job creation. According to the African Development Bank (AfDB), Malian SMEs account for 55% of the country's gross domestic product (AfDB, 2021). However, despite this strategic role, their access to bank financing remains limited.

Various studies have highlighted several factors in the literature; however, certain aspects related to country-specific characteristics appear to have been overlooked. The objective of this article is to identify the main factors related to SME financing and Mali's specific context. Methodologically, this research adopts an exploratory approach based primarily on the use of secondary data, supplemented by an analysis of the Malian financial system and its financing mechanisms.

The results show that the main factors relate to the Malian financial system and aspects specific to SMEs. The study highlights that, generally speaking, microenterprises have greater access to bank financing than SMEs in the WAEMU region and in Mali in particular. The study could serve as a basis for examining the factors underlying this paradox. Finally, it suggests alternative approaches notably those based on the quality of the financial system, financial literacy, and managerial competence to examine the specific challenges SMEs face in accessing financing in Mali.

**Keywords:** SME, bank financing, credit rationing, information asymmetry, Mali.

**Classification JEL:** G21, O16, L26, O55

**Paper type:** Theoretical Research

---

<sup>1</sup> BCEAO (2025), *Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2024*

## 1. Introduction

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) jouent un rôle primordial tant au niveau économique que niveau social dans le monde. Selon LSEG Africa advisory Group les petites et moyennes entreprises (PME) représentent environ 90% des entreprises africaines et sont considérées comme les moteurs pour faire avancer le développement économique du continent (LSEG Africa Advisory Group, 2018). Elles comprennent l'épine dorsale de l'économie africaine, représentant environ 90% de toutes les entreprises et fournissant près de 80% de l'emploi de la région. Dans le contexte des pays membres de l'Organisation de la Coopération et de Développement Économique (OCDE), les PME représentent plus de 90% des entreprises et emploient plus de la moitié des travailleurs du secteur privé (Julien P. , 1997).

En ce sens Koné et Théra affirment que, les PME jouent un rôle indispensable dans le développement économique et social des pays africains (KONE & THERA, 2022). Ainsi, nous estimons que les PME africaines représentent une part très significative des sociétés privées et que leur contribution au PIB demeure également non négligeable.

Malgré leur rôle, leur accès au financement demeure problématique. Selon Founanou et Ratsimalahelo, l'accès limité aux crédits bancaires nécessaires pour le démarrage, la survie, voir la croissance de toute activité économique est l'un des principaux problèmes qui se posent aux Petites et Moyennes Entreprises en Afrique Subsaharienne (FOUNANOU & RATSIMALAHELO, 2011). Ainsi, dans la plupart de ces pays, les banques se montrent frileuses dans l'octroi de crédit aux petites et moyennes entreprises.

Le Mali traversant une crise multidimensionnelle depuis plus d'une décennie, la situation économique s'est fragilisée, impactant négativement les entreprises de façon générale et les PME en particulier. Au Mali, selon une étude menée par l'Institut National de la Statistique, « les très petites entreprises et les PME représentent plus de 80% des entreprises résidentes au Mali (Institut National de la Statistique (INSTAT), 2024). Malgré leurs poids significatifs dans l'activité économique, elles éprouvent encore d'énormes difficultés pour accéder aux financements. Il ressort également que 90% de ces PME disparaissent en moyenne cinq (5) ans après leur création » même si elles constituent le noyau d'intégrateur du développement économique malien. Ainsi pour avoir une croissance soutenue afin de maintenir un développement durable, il faut protéger la vie et la pérennité des PME pour la stabilité économique du Mali.

Judith, Glidja et Awignan affirment qu'avec la globalisation des échanges qui entraîne une concurrence de plus en plus élevée, une production à bas coûts, les PME doivent orienter leur action vers des activités à forte intensité innovatrice afin de préserver leur part de marché et rester compétitives (Judith, GLIDJA, & AWIGNAN, 2021). Cependant cette innovation passe forcément par une mobilisation des ressources financières importantes, contrastant avec l'insuffisance des fonds propres des PME et des difficultés d'accès au financement. C'est dans ce sens, que nous abordons les causes restrictives de l'accès au financement bancaire des PME maliennes.

Quelles sont les causes qui limitent l'accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) maliennes au financement bancaire ? À cet effet, les questions spécifiques peuvent être résumées comme suit : quels sont les mécanismes de financement du système financier malien ? Quelle est la particularité des PME maliennes par rapport au financement bancaire ? Quelles sont les principales contraintes des PME maliennes sur l'accès au financement bancaire ?

L'objectif général de cet article est d'identifier les principaux facteurs relatifs au financement des PME maliennes. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier les mécanismes de financement du système financier malien et la particularité des PME maliennes par rapport à l'accès au financement bancaire. En fin, l'étude vise à soulever les causes limitant l'accès des PME au crédit bancaire.

D'autre part, nous formulons des propositions qui stipulent dans un sens que l'accès au financement des PME maliennes est lié à la qualité du système financier. La seconde proposition estime que l'accès au financement bancaire est limité par les particularités internes aux PME maliennes.

En théorie, l'étude contribue à l'amélioration des connaissances scientifiques en établissant une synthèse théorique ou empirique critique sur les difficultés de financement des PME des pays en voie de développement comme le Mali. En pratique, elle attire l'attention des divers acteurs sur des particularités maliennes en matière d'accès au financement des PME.

Pour cerner au mieux les difficultés d'accès des PME maliennes au financement bancaire, cet article s'organise autour de plusieurs axes complémentaires. Le premier et deuxième axe porte sur la revue de la littérature théorique et empirique. Le troisième et quatrième axe concerne la méthodologie retenue et système financier malien. Le cinquième et sixième axe s'intéressera au paradoxe malien et l'aspect résultat-discussions.

## **2. Revue de la littérature théorique**

L'accès au financement constitue une problématique centrale pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME), en particulier dans les économies en développement. Plusieurs théories économiques et financières permettent de mieux comprendre les mécanismes qui régissent l'offre et la demande de crédit, ainsi que les obstacles spécifiques auxquels les PME font face. La littérature permet de déceler un certain nombre de causes qui limitent l'accès au financement des PME. Dans ce cadre, on peut retrouver diverses théories sur cette thématique.

### **2.1. La théorie de Modigliani et Miller (1958)**

Modigliani et Miller ont posé les fondations de la théorie moderne de la structure financière. Les auteurs affirment qu'en l'absence d'impôts, de coûts de transaction et d'asymétrie d'information, la valeur d'une entreprise est indépendante de sa structure de financement. Autrement dit, qu'elle soit financée par dette ou par fonds propres, sa valeur sur le marché reste inchangée. Ainsi cette théorie s'intéresse à la manière dont une entreprise finance ces actifs et sa conclusion demeure l'indifférence de la valeur de l'entreprise qu'elle soit endettée ou non. S'agissant des comportements financiers de la firme, la possibilité de l'existence d'une structure financière optimale uniquement constituée de dettes fut évoquée. Modigliani et Miller soulignent la faible opérationnalité de cette conclusion. Ils font d'ailleurs des remarques que l'on pourrait qualifier de pragmatiques quant aux choix financiers de la firme : « Aucun investissement ne peut être financé exclusivement par fonds propres [...] Aucun investissement ne peut être financé exclusivement par emprunt parce que les prêteurs imposent des limites au montant empruntable en relation avec le niveau des capitaux propres [...] une entreprise ne peut se financer exclusivement par dettes, elle entend conserver une certaine flexibilité » (Dufour & Molay, 2010). De ce fait toute entreprise qui existe et qui veut se pérenniser doit tenir compte de diverses stratégies de financements pour faire face à ces investissements.

Toutefois, dans la réalité, les hypothèses de ce modèle sont rarement réunies, surtout dans le cas des PME. Ces entreprises évoluent dans un environnement marqué par de nombreuses imperfections : fiscalité, coûts d'accès au crédit, risques élevés, etc. Ainsi, bien que cette théorie serve de point de départ, elle ne reflète pas fidèlement les contraintes spécifiques rencontrées par les PME dans l'accès au financement bancaire. Si la théorie de Modigliani et Miller est sujet de controverse sur la neutralité du choix de financement des firmes, la théorie du financement hiérarchique souligne les aspects relatifs aux préférences des structures.

### **2.2. La théorie du financement hiérarchique (pecking order theory)**

Développée par Myers et Majluf (1984), cette théorie postule que les entreprises privilégient

un ordre hiérarchique dans leurs choix de financement. Elle postule que les PME préfèrent l'autofinancement (ressources internes), puis le recours à la dette, et en dernier lieu l'émission de nouvelles actions. Selon cette théorie pour la croissance d'une entreprise, l'endettement demeure en réalité la source la plus appropriée (Jacqueline Offele Okopoue, 2024). Ce comportement s'explique principalement par l'asymétrie d'information entre les dirigeants d'entreprise et les investisseurs extérieurs (Jacqueline Offele Okopoue, 2024). En effet, compte tenu des ressources limitées ou insuffisantes de ces structures pour leurs opérations de croissance ou d'investissement, l'emprunt bancaire se pose comme la solution la moins contraignante en termes de coût et de divulgation d'information par rapport à l'émission d'action. Pour les PME, cette hiérarchie est particulièrement observable : elles ont souvent recours à leurs propres ressources avant de chercher un financement externe, en raison des difficultés à convaincre les banques ou les investisseurs de leur viabilité. Ainsi la spécificité de cette théorie est qu'elle met en évidence le rôle central de l'information dans les décisions de financement, ce qui est crucial pour comprendre pourquoi les PME, en général, se tournent plus difficilement vers les banques.

### **2.3. La théorie de l'intermédiation financière**

La théorie de l'intermédiation financière met en avant le rôle des banques et autres institutions financières comme intermédiaires entre les agents à capacité de financement (épargnants) et ceux en besoin de financement (entreprises, ménages, etc.). Ces intermédiaires ont pour fonction principale de réduire les coûts d'information et de transaction, en évaluant les risques de crédit et en assurant le suivi des emprunteurs. Ainsi, dans le contexte des PME, les intermédiaires jouent un rôle crucial dans le cadre du financement de leur projet d'exploitation et d'investissement. Cette théorie quant à elle justifie le recours à l'emprunt comme solution aux déficits financiers des PME et pouvant générer des externalités positives sur ces derniers (Jacqueline Offele Okopoue, 2024).

### **2.4. La théorie du rationnement du crédit**

Formulée notamment par Stiglitz et Weiss (1981), cette théorie explique que, même lorsque les entreprises sont prêtes à emprunter à des taux d'intérêt élevés, les banques peuvent refuser de leur accorder des crédits (Jacqueline Offele Okopoue, 2024). Cela s'explique par le fait qu'une augmentation des taux peut attirer des emprunteurs plus risqués, augmentant ainsi les probabilités de défaut. Pour se prémunir contre ce risque, les banques préfèrent limiter le volume de crédit, plutôt que d'ajuster les taux à la hausse. Ce mécanisme, appelé rationnement du crédit, affectent particulièrement les PME, perçues comme plus risquées en raison de leur taille, de leur manque de garanties, ou de leur historique financier limité. D'autre part le rationnement du crédit pourrait être lié à l'information, car des PME solvables peuvent se voir refuser l'accès au crédit bancaire. Selon Aubier et Cherbonnier, afin de bien cibler l'intervention publique, il convient d'identifier le niveau de risque à partir duquel l'accès au crédit bancaire est vraisemblablement rationné (Aubier & Cherbonnier, 2007). Une telle information n'étant pas observable directement, une hypothèse est construite à partir de l'observation de certaines pratiques en matière de tarification.

Selon Pawo, sur un marché de crédit concurrentiel, les emprunteurs et les prêteurs sont supposés neutres au risque (FOGO PAWO, 2020). Dans ces conditions, le contrat optimal de la dette est un contrat standard, qui précise le montant à payer (capital et intérêts) sur des intervalles de temps réguliers. Le prêteur dispose d'un droit de contrôle pour s'assurer que l'entreprise honore son obligation de remboursement. Ce droit lui permet de s'assurer de la conformité des déclarations de l'entreprise, récupérer la dette ou engager une procédure de mise en liquidation. Une hausse des taux d'intérêt augmente les revenus anticipés du prêteur, mais également, le risque de défaillance de l'emprunteur. Le prêteur subit, en conséquence, une augmentation de

ses coûts de contrôle. Il existe alors une situation d'équilibre sur le marché où les taux d'intérêt ne changent pas. Cette situation aboutit à un rationnement de certains emprunteurs qui ne bénéficient pas d'une offre de crédits bancaires (Romain, 2020).

## **2.5. La théorie de l'asymétrie d'information**

L'asymétrie d'information désigne le déséquilibre d'accès à l'information entre les parties impliquées dans une transaction financière. Dans le cas du crédit bancaire à destination des PME, les dirigeants d'entreprise en savent davantage sur leur situation réelle que les banques (Jacqueline Offele Okopoue, 2024). Cette situation crée un climat d'incertitude qui pousse les prêteurs à être prudents, voire restrictifs. Les banques peuvent alors exiger des garanties élevées ou imposer des conditions strictes, rendant le crédit difficile d'accès pour de nombreuses PME. Ce phénomène est particulièrement accentué dans les économies où les systèmes de comptabilité et de déclaration financière sont peu développés, comme c'est souvent le cas au Mali. L'asymétrie d'information engendre également des problèmes de sélection adverse (où les mauvais projets obtiennent plus facilement des financements que les bons) et d'aléa moral (l'emprunteur change de comportement après avoir obtenu le crédit).

Les banques mal informées se protègent en appliquant un taux d'intérêt rigide considéré optimal. Ce qui favorise les entreprises à risques élevé dans le financement que celles à risques faibles. Le taux d'intérêt se révèle comme un instrument non efficient de sélection des entreprises qui désirent entrer sur le marché du crédit. Ce phénomène qualifié de sélection adverse traduit la difficulté pour les prêteurs à discriminer efficacement les différents projets à financer (FOGO PAWO, 2020). Ainsi l'information se positionne comme un facteur très capital dans le processus de l'octroi de crédit bancaire, car elle peut déterminer le seuil du taux d'intérêt que la banque fixe et les charges financières.

À l'inverse, (HAIDARA, CISSE, & KAKA, 2023) soulignent que la théorie du signal suggère que les emprunteurs ayant des projets prometteurs peuvent contourner les difficultés engendrées par l'information asymétrique en adoptant les techniques de signalisation (Ross, 1977 ; Leland et Pyle, 1977). Cela revient à transmettre l'information aux banques à travers une variable financière ou non financière qui signale indirectement la qualité de l'entité et celle de ses décideurs (Cherif, 1999 ; Wamba et Tchamanbè-Djiné, 2002).

Comme le souligne Pawo l'accès, des banques aux informations internes des entreprises leur procurent un avantage informationnel (FOGO PAWO, 2020). Il en résulte une diminution des coûts d'agence. Les relations de financement bancaire s'avèrent très avantageuses pour les PME, dans la mesure où elles réduisent le coût du capital et augmentent les chances d'accès aux fonds (Blackwell, 1997). Si les banques n'ont pas d'information sur les PME particulièrement sur leurs situations financières, cela peut engendrer les charges financières et créer une situation de non-remboursement des prêts.

En sommes, la littérature souligne plusieurs théories relatives à l'accès au financement des PME. Si Modigliani et Miller évoquent la neutralité de la structure et le choix de l'endettement lors d'une opportunité de croissance, Myers et Majluf (1984) évoque le principe d'une hiérarchisation du financement. D'autre part, elle souligne le rôle des intermédiaires financiers dans l'amélioration de l'accès au financement comme les facteurs liés au rationnement de crédit et la diminution de l'asymétrie d'information. Ces facteurs évoqués théoriquement soulèvent des aspects liés à la qualité du système financier et aux particularités des PME pouvant influencer leur accès au financement bancaire.

## **3. Revue empirique**

L'importance de l'accès au financement reste un enjeu majeur pour la performance des firmes. À cet effet, les travaux de Laoukili apportent une contribution importante en démontrant, à partir d'un échantillon de 127 entreprises du secteur hôtelier dans l'Orient, qu'il existe une

corrélation forte et statistiquement significative entre la performance des entreprises (mesurée par le chiffre d'affaires) et les caractéristiques du financement bancaire comme le type de crédit et montant accorder (Mourad LAOUKILI E. A., 2024). Selon eux, le financement bancaire constitue un levier direct d'amélioration de la performance. En plus, les résultats d'Okopoue et Yanga (2024) viennent également confirmer l'idée selon laquelle l'accès au financement améliore la performance, mais leur contribution s'inscrit dans une perspective plus large. En utilisant une base de données très importante (11 105 entreprises féminines au Congo) et la méthode des doubles différences, ils montrent que l'accès au financement favorise significativement la performance des PME dirigées par des femmes. Leur étude renforce ainsi l'idée que le financement externe n'est pas seulement associé à la performance, il en est un déterminant majeur, particulièrement dans des contextes où les entreprises font face à des contraintes structurelles.

En effet, il semble que l'accès au financement notamment bancaire améliore la performance des PME. Cependant l'accès au financement par les PME demeure encore difficile. Selon NIYUHIRE les déterminants du refus de financement des Petites et Moyennes Entreprises par les banques commerciales du Burundi sont entre autres l'insuffisance du management, des garanties et de l'asymétrie de l'information (NIYUHIRE, 2023). Au Cameroun, les résultats de Nguena et Nanfosso trouvent que le déficit de financement externe est expliqué par l'absence d'information comptable, le statut juridique, l'appartenance au secteur industriel, le faible effectif d'employé, le taux d'intérêt élevé et les demandes de crédit à long terme (Christian & Tsafack, 2014).

Au Mali, la situation est d'autant plus préoccupante que de nombreuses PME évoluent dans le secteur informel. L'absence de solutions de financement formel ne fait qu'aggraver cette réalité : sans incitation à se structurer légalement, ces entreprises restent en marge des dispositifs d'accompagnement, des marchés publics et des subventions disponibles.

Enfin, dans le contexte malien, les retombées positives que devrait générer l'octroi de crédits au profit de l'économie nationale ne produisent plus les effets attendus. En effet, les ressources financières ne sont pas suffisamment orientées vers des investissements à fort impact économique et social comme le souligne Peter, l'absence de distorsion de ce type est une nécessité dans le mécanisme de transmission monétaire (Peter, 2018). Cette mauvaise allocation des fonds limite la création de richesse et d'emplois, contribuant ainsi à l'aggravation de la précarité.

Les conclusions de Togola, Coulibaly et Ballo centrées sur le cas du Mali, soulignent que le problème de financement des PME, est un problème très récurrent pour cette catégorie d'entreprises dans les pays en développement et singulièrement au Mali (TOGOLA, COULIBALY, & BALLO, 2025). Il ressort de leurs études que les principales difficultés de l'octroi du crédit bancaire aux PME sont liées aux garanties exigées par les banques et la présentation du projet d'affaires. Les travaux de Niyuhire, de Nguena et Nanfosso, puis ceux de Togola et ses collègues révèlent que les banques continuent de refuser une part importante des demandes, invoquant surtout le manque de garanties, des faiblesses organisationnelles et une information insuffisante pour évaluer le risque. Cela met en évidence un décalage persistant : le crédit est crucial pour la performance, mais les conditions d'accès restent peu favorables aux PME, piégeant ainsi leur potentiel de développement dans un cercle de sous-financement. Malgré la présence d'un nombre important d'institutions bancaires au Mali, l'accès au financement demeure une contrainte majeure pour les entreprises, particulièrement pour les PME. Plusieurs travaux convergent sur le fait que le système financier malien ne parvient pas à répondre efficacement aux besoins de financement du tissu entrepreneurial. Selon Mbama, cette difficulté persiste alors même que le secteur bancaire présente une surliquidité structurelle, ce qui renforce le paradoxe d'un système bancaire liquide, mais faiblement inclusif (Mbama, 2024). Ces constats rejoignent les conclusions de Koné et Théra, pour qui la rareté des capitaux

demeure un problème récurrent dans de nombreux pays en développement (KONE & THERA, 2022). Malgré les programmes publics de soutien et les incitations adressées aux institutions financières, les PME continuent de faire face à un rationnement du crédit, phénomène bien documenté dans la littérature économique.

Anari et Radi rappellent que dans le travail d'Adair et Fhima (2009), les banques sont réticentes à prêter aux PME en raison du risque élevé de défaillance et d'absence de garanties (Anairi & Radi, 2017). Pourtant, leur fonction première est la réception des fonds publics à l'épargne et faire l'octroi de crédit. En effet, des études confirment une surliquidité des banques de l'UEMOA dont le Mali est membre. Pour Doumbia, la surliquidité du système bancaire de l'UEMOA est un paradoxe, d'abord, parce qu'elle touche une zone composée quasi-exclusivement de pays pauvres et qui ont donc, a priori, un fort besoin de financement, mais ensuite parce que le mode de résorption de cette surliquidité ne résout pas la question de financement du secteur privé dont les PME constituent la couche vulnérable (Soumaila, 2011). L'insuffisance de l'accès au crédit des PME au Mali relève alors des facteurs structurels de l'économie et des aspects particuliers aux PME.

Les aspects empiriques sur l'accès au financement soulèvent plusieurs causes qui limitent l'accès au financement des PME. D'une part, ils confirment les attrait théoriques relatifs à l'endettement bancaire, au rationnement du crédit et l'asymétrie d'information. Ils soulèvent spécifiquement diverses causes relatives aux questions de garanties, coûts, de qualité de management, du système financier et de leur caractère informel, etc.

#### **4. Le système bancaire malien**

À l'heure où la mondialisation, la libéralisation ainsi que la globalisation économique et financière s'imposent, les systèmes financiers de chaque pays se trouvent également bouleversés. Dans le cas du Mali, bien que le système financier ait connu d'importantes mutations favorisant de meilleures pratiques et une amélioration des services financiers, il demeure essentiellement composé de banques commerciales, du Système Financier Décentralisé (SFD) et des compagnies d'assurances.

Toutefois la partie la plus développée au Mali et dans les économies subsahariennes en général reste le secteur bancaire. La structure bancaire de ces pays se caractérise par certains éléments spécifiques. En réalité, le paysage bancaire dans la majorité de ces économies est constitué de grandes Banque Nationale, des filiales de groupes occidentaux et des banques sous régionales. Dans la situation du Mali, le paysage bancaire est marqué par la présence de banques sous régionales, des banques internationales, d'établissements financiers à caractère bancaire sous régionaux et internationaux. Le système bancaire du Mali se compose principalement d'un ensemble de banques commerciales placées sous la supervision de la Banque Centrale des Etas de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le nombre total d'établissements de crédit agréés s'élevait à quatorze (14) banques au Mali en fin 2024, auxquelles s'ajoutaient trois (03) établissements financiers à caractère bancaire. Le taux de bancarisation<sup>2</sup>, le volume de crédits accordés ainsi que d'autres indicateurs financiers traduisent l'évolution progressive du secteur. Ces établissements bancaires maliens se caractérisent principalement par une convergence des activités vers un modèle généraliste, marquant ainsi le recul progressif des établissements spécialisés.

---

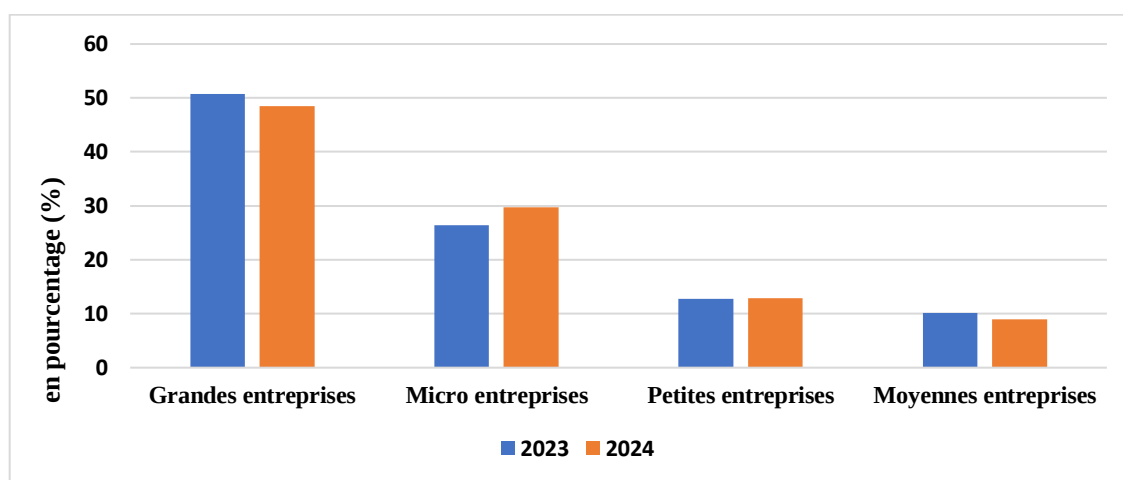
<sup>2</sup> Selon le (BCEAO, 2022), entre 2012 et 2022, le Mali a connu une progression notable de son inclusion financière. Le taux de bancarisation strict est ainsi passé de 9 % à 24 %, tandis que le taux de bancarisation élargi est passé de 22,3 % à 38,3 % sur la même période. Quant aux taux d'intérêt entre 2012 et 2024, le taux d'intérêt nominal des crédits au Mali a diminué, passant de 9,13 % à 7,30 %, tandis que celui des dépôts est resté stable à 5,01 % depuis 2022.

Cependant, le système financier malien demeure encore faiblement développé comparé à celui de nombreux pays, notamment d'Europe, d'Amérique, d'Asie, voire même dans certaines régions d'Afrique. En effet, le secteur bancaire reste la composante dominante du système financier au Mali. Ces établissements bancaires détiennent à eux seuls près de 97 % des actifs financiers (Mondiale, 2015).

En outre, autour de ces banques, le système financier décentralisé a progressivement pris de l'ampleur au cours des dernières décennies. Il s'est imposé comme un acteur plus adapté au financement des ménages, des commerçants et des petites et moyennes entreprises qui constituent l'essentiel du tissu économique malien.

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés, l'accès au financement reste restreint pour une grande partie de la population, notamment pour les petites et moyennes entreprises.

**Figure 1 : Structure des crédits suivant la taille des entreprises dans l'UEMOA**



Source : Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2024 (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2025).

L'examen de la répartition des crédits par taille d'entreprise dans l'espace UEMOA pour les années 2023 et 2024 met en évidence une forte concentration du financement bancaire au profit des grandes entreprises. En effet, celles-ci captent environ 50 % des crédits totaux en 2023, une proportion qui demeure élevée en 2024 bien qu'en légère baisse. Cette prédominance témoigne d'une préférence persistante du secteur bancaire pour des clients jugés plus solvables et moins risqués. En revanche, les petites et moyennes entreprises (PME) continuent d'occuper une part marginale dans l'allocation du crédit, avec des taux stables ou légèrement en recul. On observe ainsi une inadéquation entre le rôle économique fondamental des PME et leur accès limité aux financements bancaires, en raison de blocages d'ordre structurel.

Bien que le secteur des services financiers au Mali ait connu des avancées notables ces dernières années, les options de financement restent encore peu diversifiées et en nombre restreint. Lorsqu'on les classe, on distingue principalement deux grandes catégories : les financements internes et les financements externes. Alors que dans les économies disposant d'un système financier développé, les entreprises ont accès à une large gamme de mécanismes allant de l'autofinancement au capital-risque, en passant par le private equity au crowdfunding, le contexte malien se caractérise par une offre limitée en matière de financement, en particulier pour les PME et une grande partie de la population. Les mécanismes de financements utilisés par les PME au Mali sont entre autres :

- **Autofinancement**

L'autofinancement représente aujourd'hui la première alternative de financement aussi bien pour les investissements que pour le fonctionnement courant des PME au Mali. Cette

prédominance s'explique principalement par les obstacles que rencontrent ces entreprises pour accéder aux mécanismes classiques de financement, tels que les prêts bancaires. En l'absence de solutions externes fiables, les PME s'appuient sur leurs propres ressources : les bénéfices réinvestis et, dans certains cas, les fonds issus de la vente de certains actifs. Bien que cette forme de financement reste souvent limitée, elle permet aux entreprises de conserver leur indépendance financière tout en assurant une certaine stabilité à long terme.

- ***Le crédit fournisseur***

Le crédit fournisseur constitue également une source de financement largement sollicitée par les PME maliennes. Ce type de crédit s'explique par la relation de proximité que les fournisseurs entretiennent avec ces entreprises, ainsi que par leur bonne connaissance de leurs activités. Grâce à cette relation privilégiée, une confiance mutuelle peut s'installer plus facilement, ce qui permet de réduire significativement les asymétries d'information souvent présentes dans les relations commerciales. Par ailleurs, cette forme de financement est généralement appréciée par les PME, car elle ne requiert ni garanties spécifiques ni perte de contrôle sur la gestion de l'entreprise, contrairement à d'autres sources de financement plus contraignantes.

- ***Financement du secteur informel (tontine, micro-financement)***

Dans les pays africains, et une grande partie de ceux en voie de développement, le financement informel joue un rôle central dans le soutien à l'activité économique, notamment dans le secteur informel. À l'image de la microfinance, ce mode de financement a connu un essor notable à partir des années 1980 (Michel, 2002). Il prend diverses formes, allant des apports financiers provenant des proches (amis, famille, connaissances) aux mécanismes communautaires comme les tontines.

Ce type de financement est souvent perçu comme plus accessible et adapté aux réalités locales. Il permet notamment de contourner certaines contraintes liées aux circuits financiers formels, en réduisant l'asymétrie d'information en particulier en ce qui concerne le risque d'aléa moral grâce à la confiance préexistante entre les parties. De plus, il offre une flexibilité sur les montants accordés : les prêts peuvent être inférieurs aux seuils exigés par les banques ou les institutions de microfinance, mais également parfois supérieurs aux plafonds que ces institutions sont prêtes à accorder.

À l'instar du crédit fournisseur, le financement informel repose essentiellement sur la proximité sociale et relationnelle entre les acteurs (Djima M, 2003). Par ailleurs, la forte présence de la culture des tontines dans ces économies a conduit les institutions financières formelles à adapter leurs offres, en proposant des produits spécifiques à ces groupes. On observe ainsi une interaction croissante entre finance informelle et finance institutionnelle, que ce soit à travers l'octroi de crédits collectifs à des associations de type tontine, ou par l'accès des prêteurs informels eux-mêmes aux financements bancaires (Lelart, 2002).

- ***Financement bancaire***

De manière générale, la définition la plus couramment admise des banques les présente comme des intermédiaires financiers dont le rôle central consiste à financer l'économie. Elles mobilisent l'épargne auprès des agents disposant d'un excédent de ressources pour la redistribuer, sous forme de crédits, aux agents en besoin de financement. Ces institutions jouent ainsi un rôle clé dans la mobilisation et l'orientation des ressources financières vers les activités les plus rentables. Leur fonctionnement repose principalement sur la collecte des dépôts et l'octroi des crédits, ce qui en fait la source de financement la plus sollicitée par les ménages maliens, et tout particulièrement par les petites et moyennes entreprises (PME). Les banques

occupent donc une place essentielle dans le financement de l'économie malienne, notamment en raison du faible développement d'alternatives de financement plus adaptées ou plus solides. Par ailleurs, bien qu'un marché financier régional existe, il peine à s'imposer dans l'économie malienne. À ce jour, seule la BOA-Mali est cotée sur cette place financière, limitant ainsi les opportunités de financement via ce canal. En conséquence, en raison de la capacité de financement relativement élevée des banques, les entreprises, les ménages et les PME se tournent naturellement vers ces établissements. Cependant, face aux limites structurelles du financement bancaire, notamment en ce qui concerne l'inclusion financière des populations à faibles revenus, et leur orientation sur les secteurs formels et peu risqués, le système financier décentralisé s'est progressivement imposé comme une alternative complémentaire, plus adaptée aux besoins des petits acteurs économiques.

- ***Le système financier décentralisé***

Au Mali, comme dans la majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, une large proportion de la population est constituée de ménages à revenus faibles ou issus du secteur informel. Ces groupes, souvent exclus des circuits bancaires traditionnels en raison de leur instabilité financière ou de l'absence de garanties formelles, ont contribué à l'émergence de solutions alternatives de financement. C'est dans ce contexte que s'est développée une offre financière parallèle, portée notamment par les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), également connus sous le nom d'Institutions de Microfinance (IMF).

Ces structures jouent aujourd'hui un rôle clé dans le financement local, notamment en rendant les services financiers plus accessibles à des couches de population longtemps marginalisées. Leurs activités principales s'articulent autour de la collecte de l'épargne, de l'octroi de crédits, ainsi que des engagements par signature. Grâce à leur proximité géographique et sociale avec les bénéficiaires, les SFD occupent une place stratégique dans le soutien aux PME et TPE locales, souvent considérées comme non bancables par les établissements classiques.

Cependant, cette proximité a un coût. Les taux d'intérêt appliqués par ces institutions sont généralement plus élevés que ceux des banques traditionnelles. Comme l'explique Dunia, deux principaux facteurs justifient cet écart : d'une part, le coût élevé de gestion d'une multitude de petits prêts, qui mobilise beaucoup de ressources humaines et logistiques ; d'autre part, le mode de financement même des SFD, qui empruntent souvent auprès de banques commerciales, ce qui limite leur capacité à offrir des taux compétitifs (Dunia, 2022).

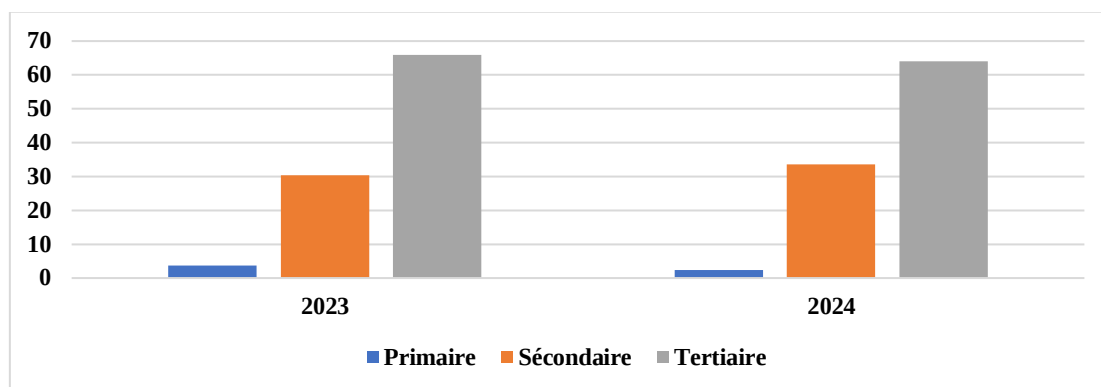
Malgré ces contraintes, les SFD restent des acteurs de poids dans le paysage financier régional. À titre d'illustration, à la fin décembre 2024, l'épargne mobilisée par les institutions de microfinance dans l'ensemble de l'UMOA représentait 5,2 % de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, témoignant de leur contribution significative à l'inclusion financière dans la sous-région (BCEAO, 2025).

## **5. Le paradoxe malien :**

Dans la plupart des économies, qu'elles soient développées ou en développement, le tissu entrepreneurial repose majoritairement sur les Petites et Moyennes Entreprises. Sagaye affirme que les PME constituent le type d'entreprise le plus largement répandu (Sagaye, 2019). Ainsi, de manière générale, les PME restent des acteurs essentiels dans la création de richesse et d'emplois, constituant surtout le moteur principal des économies subsahariennes et des pays en développement. Les PME constituent la majorité des entreprises au Mali, représentant environ 90 % du tissu entrepreneurial selon la Banque Africaine de Développement (BAD) et une grande partie de ces entreprises, c'est-à-dire près de 80 %, qui évoluent dans le secteur informel. Les PME présentes au Mali demeurent dans l'informalité et il est admis que ces acteurs contribuent significativement à la croissance économique malienne. Actives principalement

dans l'agriculture, les services et en particulier le commerce (Julien L. , 2008), ces PME jouent un rôle crucial dans l'économie malienne contribuant à hauteur de 55 % au produit intérieur brut (PIB) du pays (BAD, 2021).

**Figure 2 : Structure des crédits par secteur d'activité dans l'UEMOA (en %)**



**Source : rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2024 (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2025).**

En matière d'emploi au Mali, les PME occupent une place centrale, en s'imposant comme les premiers pourvoyeurs de postes d'emploi. Dans les économies en développement, comme celles de la zone UEMOA, les PME constituent un véritable moteur de développement économique, social et durable. D'autant plus qu'avec les crises et les turbulences macroéconomiques que connaissent les économies à travers le monde, leur rôle devient encore plus essentiel. Car selon un rapport de la BCEAO, les pays dont le secteur des PME est bien structuré et étendu parviennent mieux à faire face aux perturbations économiques (BCEAO, 2016). Ce postulat souligne le rôle potentiel que pourraient jouer les PME pour soutenir la dynamique et la résilience d'une économie.

Si le rôle des PME est important, selon les données de la banque centrale (BCEAO, 2025), les crédits accordés à ces dernières représentaient en 2024 moins de 25% contre environ 30% pour les micros entreprises (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2025). Comme les banques de L'UEMOA et de facto celles maliennes sont souvent qualifiées d'être dans une situation de surliquidité, les difficultés d'accès peuvent être perçues comme le résultat du choix des établissements bancaires. En dehors de ces aspects, on retrouve des mécanismes mises en œuvre pour améliorer l'accès au financement des PME.

Sur le plan régional que national, des mécanismes ont été mis en œuvre. On peut souligner le guichet spécial de refinancement dédié aux crédits octroyés aux PME/PMI mis en place par la BCEAO, à l'accompagnement des structures l'ACORADE (intervient pour appuyer les entrepreneurs dans la structuration de leurs projets et les orienter vers des financements adaptés), ANPE et l'APEJ (formations, du coaching et des appuis financiers), APCAM (agro-PME pour mieux répondre aux exigences des institutions financières).

D'autres acteurs comme le BRMN (Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau), le Centre du Secteur Privé (CSP) et le REMAP (Réseau Malien des PME) apportent un appui aux entreprises en matière de gestion, de mise en relation avec les banques, et de plaidoyer pour un meilleur environnement des affaires. Pour pallier le manque de garanties, qui demeure un obstacle majeur à l'accès au crédit, le Fonds de Garantie pour le Secteur Privé au Mali intervient en se portant garant auprès des banques. Ce mécanisme de partage de risque est essentiel pour sécuriser les prêts accordés aux PME et rassurer les institutions financières. Au regard de tous les aspects évoqués précédemment, il devient donc logique de s'intéresser aux facteurs

explicatifs de la performance des micros entreprises en termes d'accès au financement bancaire au Mali.

## 6. Méthodologie

En matière de recherche scientifique, le cadre méthodologique permet au chercheur de conduire une recherche conforme au principe scientifique. Elle permet donc à ce dernier d'explicitier la manière dont il a mené ou produit la connaissance. Théoriquement, une méthodologie de recherche précise un certain nombre d'aspects comme le positionnement épistémologique, l'approche et la méthode de la recherche.

En définissant l'épistémologie comme « l'étude de la constitution des connaissances valables », Piaget (1967) indique que, au-delà des aspects méthodologiques, l'épistémologie se préoccupe explicitement de la valeur des connaissances élaborées (Marie-José, 2011). Le Moigne (1995) précise que le questionnement épistémologique s'articule autour de trois questions : la nature de la connaissance ; la constitution des connaissances et la validité des connaissances (Marie-José, 2011). Ainsi le chercheur doit donc préciser un positionnement épistémologique, une méthode ou approche utilisée pour la constitution et la validité des connaissances.

On distingue essentiellement trois types de positionnement épistémique : positivisme, constructivisme et l'interprétatisme. Les positivistes/post-positivistes s'appuient généralement sur une méthodologie quantitative qui adopte un cadre ontologique réaliste/objectif ainsi qu'une épistémologie empirique; le chercheur peut observer la réalité de l'extérieur et la manipuler ensuite à travers des méthodes d'analyse statistique (Stephen Kwadwo & Hamza, 2015). Les interprétativistes /constructivistes estiment qu'on ne peut pas tout expliquer par les relations causales, d'où la nécessité d'un minimum d'interprétation qualitative afin de comprendre la relation entre les variables (Hazem BEN, 2001).

Chevrier (2003) souligne que lorsqu'une problématisation peut avoir comme source l'observation réelle d'une situation, le chercheur est amené à analyser les composantes et comprendre afin de construire des concepts et des théories, et/ou modéliser la situation étudiée, cette démarche « qui part de données empiriques pour construire des catégories conceptuelles et des relations est inductive et générative ». Celle-ci peut être considérée comme une démarche à part entière de l'étude exploratoire (Adil & Sanaa, 2017). Ce document qui porte sur la relation banque et financement des PME dans le contexte malien est une étude exploratoire hybride. Comme base de toute étude, l'exploration est un travail préalable pour réaliser une étude approfondie ou pour déceler un aspect de recherche non abordé ou peu par la communauté scientifique.

C'est dans ce cadre que le présent document s'inscrit, notamment pour identifier certains aspects des causes limitant le financement des PME au Mali. A priori notre positionnement épistémologique s'oriente vers le constructivisme avec la logique d'intégration. Ainsi l'étude s'appuie sur des données secondaires pour identifier à travers une approche qualitative des pistes non ou peu étudiées par la communauté scientifique sur l'accès au financement des PME maliennes.

## 7. Résultats et discussions

À la lumière de nos travaux, nous avons répertorié plusieurs facteurs limitant l'accès au financement des PME. Dans un sens, nous constatons une approche relative à l'orientation des PME vers l'endettement. Cela constitue une limite en termes de surface de financement disponible pour l'ensemble des PME. Cette situation pourrait expliquer une autre cause qui est le rationnement de crédit par les établissements bancaires (KONE & THERA, 2022). En plus,

ce rationnement nous semble justifié aussi par le problème d'asymétrie d'information relative aux PME. Ce postulat peut être appuyé d'autant plus que les banques ont souvent été estimées sur liquide notamment en 2011 (Soumaila, 2011). En somme, ces divers aspects permettent d'appuyer la proposition liant l'accès au financement bancaire à des particularités internes aux PME maliennes.

Spécifiquement, plusieurs causes sont répertoriées notamment les aspects management, le caractère informel, les garanties, coûts ou encore qualité du système financier. Par rapport au cas des PME maliennes, on peut souligner l'aspect relatif à la surface financière des banques, mais aussi la limitation des PME à recourir à d'autres sources de financement. Cette dernière s'explique par la qualité du système financier local, la culture financière et les compétences managériales des dirigeants des PME. Ce postulat converge avec la proposition qui stipule que l'accès au financement des PME maliennes est lié à la qualité du système financier. En effet, il semble urgent d'aller vers une diversification des sources de financement en augmentant la contribution des marchés financiers et du financement alternatif comme le crowdfunding au Maroc (Walid & Hafsa, 2022).

En outre, dans le contexte du système bancaire malien, l'accès des PME au financement bancaire demeure limité en raison de la structure même de l'offre de crédit. En effet, les établissements bancaires maliens ont tous un modèle économique généraliste, caractérisé par une diversification des activités plutôt que par une spécialisation sectorielle. Cette convergence vers un modèle bancaire universel s'accompagne d'un recul progressif des établissements spécialisés, traditionnellement plus enclins à financer certains segments spécifiques de l'économie, notamment les Petites et Moyennes Entreprises. Par conséquent, les PME se trouvent confrontées à des conditions d'octroi de crédit souvent standardisées et peu adaptées à leurs caractéristiques, ce qui constitue un frein supplémentaire à leur accès au financement bancaire.

L'étude souligne que d'une manière générale les microentreprises ont plus accès au financement bancaire que les PME dans l'espace UEMAO et au Mali en particulier (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 2025). Cette situation semble paradoxale, car comme les grandes firmes ont plus d'accès au financement que les PME, la logique aurait pu être que ces dernières aient un meilleur accès que les microentreprises. D'autre part, en 2021 les microentreprises représentaient environ 74 % contre moins de 3% des PME sur l'ensemble des entreprises au Mali (Institut National de la Statistique (INSTAT), 2024). Ainsi le paradoxe relatif à l'accès des PME financement bancaire peut s'expliquer en partie par leur nombre au Mali. Cependant, notre étude pourrait être un élément d'appui pour étudier les facteurs explicatifs de ce paradoxe.

En fin, nous optons pour la proposition suivante : la qualité du système financier, la culture financière et la compétence managériale peuvent expliquer significativement les difficultés d'accès au financement des PME au Mali. En effet, dans les travaux de SANOGO, Keita, Haidara et Traoré, le système financier peut jouer un rôle important dans le choix de financement des firmes (SANOGO, KEITA, HAIDARA, & TRAORE, 2026). En même temps, la culture financière (Mouhouain, 2022) peut promouvoir le recours à diverses sources de financement (marchés financiers, financement participatif). Enfin, certains aspects comme l'asymétrie d'information, le risque peut être influencé par la compétence managériale. Ainsi notre postulat pourrait être étudié en profondeur en fin d'orienter davantage les efforts vers les axes prioritaires de pistes de solutions pour l'amélioration de l'accès au financement des PME.

## **8. Conclusion**

En somme, l'accès des PME maliennes au crédit bancaire reste un défi majeur, malgré leur poids essentiel dans l'économie du pays. Ces entreprises, souvent porteuses de croissance et d'emploi, se heurtent à un système financier peu adapté à leurs réalités. Le financement reste

concentré autour des banques, de la microfinance, du crédit fournisseur et du secteur informel, sans réelle diversification des sources. Les conditions d'octroi de crédit, le manque de garanties l'informalité des PME et la méfiance des institutions bancaires freinent leur développement. À cela s'ajoutent des facteurs structurels, comme l'absence de dispositifs d'accompagnement efficaces et la faiblesse des politiques publiques en faveur du financement des PME. Il apparaît donc urgent de repenser les mécanismes de financement pour les rendre plus inclusifs et adaptés, renforcer la transparence, améliorer la gouvernance des PME et instaurer un climat de confiance avec les banques sont autant de leviers possibles.

Tout comme la nôtre, toute œuvre humaine est perfectible. Ce présent article présente certaines limites relatives aux données et aux spécificités du cas malien. En effet, l'étude utilise essentiellement les données secondaires qui sont non exhaustives ne permettant pas d'apporter des réponses approfondies à diverses questions soulevées. En outre, la revue réalisée s'inscrit dans une dynamique de répertoire divers facteurs, elle ne met pas suffisamment en interaction les diverses théories et études soulignées. Dans cette optique, ces aspects constituent des limites pour la portée des résultats présentés.

En parallèle, le Mali bénéficie également de programmes continentaux comme le Programme panafricain des PME ou encore le Fonds africain de garantie, qui viennent compléter les initiatives locales en apportant des solutions de financement et de garantie adaptées aux réalités du continent. Un renforcement de ces partenariats avec les structures internationales, nationales et locales pourraient améliorer l'accès au financement des PME. Une meilleure collaboration entre les acteurs économiques (État, Banques, PME) pourrait favoriser un accès plus équitable au crédit. En fin, promouvoir la formalisation des PME et la qualité de la gestion managériale, est un facteur interne aux entités, mais indispensable pour faciliter leur accès au financement bancaire. Ainsi, cela permettrait aux PME de jouer pleinement leur rôle dans le développement économique du Mali.

En perspective, l'étude pose les bases pour d'autres recherches approfondies sur les déterminants du rationnement des crédits, et sur le paradoxe d'accès au crédit des micro entreprises et les PME au Mali. En fin, une étude qualitative sur l'accès au financement bancaire axée sur le système financier, la culture financière et les compétences managériales constitue des pistes de recherches futures pour poursuivre les réflexions scientifiques.

## Références

- (1). Adil, C., & Sanaa, H. (2017). Eléments de Réflexion sur les Positionnements Epistémologiques et Méthodologiques en Sciences de Gestion. *Revue Interdisciplinaire*, 1(2).
- (2). Amadou, H., Boubacary, C., & Zakari Yaou, K. (2023). PME et Réduction des asymétries d'information : l'apport de la théorie des signaux. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(1-2), pp. 23-39. doi:<https://doi.org/10.5281/zenodo.7582352>
- (3). Anairi, F., & Radi, S. (2017). Sources De Financement Des Petites Et Moyennes Entreprises (PME) Et Contraintes De Survie. *European Scientific Journal*, 13(25), 318-338.
- (4). Aubier, M., & Cherbonnier, F. (2007). L'accès des entreprises au crédit bancaire. *Économie & prévision*, 1(177), 121-128.
- (5). BAD. (2021). *Le secteur privé face à la crise sanitaire : Impacts de la covid-19 sur les PME au Mali*. BAD, Bureau pays du Mali (COML). GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE D DEVELOPPEMENT (AfDB). Récupéré sur <http://www.afdb.org/fr/documents/mali-le-secteur-prive-face-la-crise-sanitaire-impacts-de-la-covid-19-sur-les-pme-au-mali-rapport-final>

- (6). Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2025). *Rapport sur les condition de banque das l'UEMOA en 2024*. BCEAO, Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie (Service des Travaux Statistiques) , Dakar. Récupéré sur [www.bceao.int](http://www.bceao.int)
- (7). BCEAO. (2016). *Financement des PME : du plan d'affaires au crédit bancaire*. Dakar.
- (8). BCEAO. (2022). *Rapport sur la situation de l'inclusion financiere dans l'UEMOA au cours de l'année 2022*. Dakar.
- (9). BCEAO. (2025). *Situation de la microfinance dans l'UEMOA*.
- (10). Blackwell, D. W. (1997). Banking Relationships and the Effect of Monitoring on Loan Pricing. . *Journal of Financial Research*, 20, 275-289.
- (11). Christian, L. N., & Tsafack, R. N. (2014, Juillet 15). Facteurs Microéconomiques du Déficit de Financement des PME au Cameroun. *African Development Review*, 26(2), pp. 372-383. doi: <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12098>
- (12). Djima M, M. (2003). Pauvreté et sources de financement dans le secteur informel urbain au Benin. 20.
- (13). Dufour, D., & Molay, E. (2010). Structure financière des PME Francaises : une analyse sectorielle sur données de panel. *HAL Open Science*, 1-18.
- (14). Dunia, M. J. (2022). Impact de Crédits bancaires dans la vie socio-économique de ses bénéficiaires cas de la PAIDEK S.A Goma Nord-Kivu/RDC. *10(10)*, 55-74.
- (15). FOGO PAWO, R. (2020). Les déterminants objectifs de l'endettement en contexte de rationnement du crédit : une étude empirique dans les PME camerounaises. *Journal of Academic Finance*, 11(2), 280-292.
- (16). FOGO PAWO, R. (2020). Les déterminants objectifs de l'endettement en contexte de rationnement du crédit : une étude empirique dans les PME camerounaises. *Journal of Academic Finance*, 11(2), 281-291.
- (17). FOGO PAWO, R. (2021). « Les déterminants déficients du niveau d'endettement long terme de la PME. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 5(2), : 67- 88.
- (18). FOUNANOU, M., & RATSIMALAHELO, Z. (2011). Financement des petites et moyennes entreprises en Afrique Subsaharienne : faut-il restaurer les banques publiques de développement ? *La Revue des Sciences de Gestion*, 3(249-250), 105-112.
- (19). GHOUAM, S., & Driss, D. (2025). QUELLE MÉTHODOLOGIE ADÉQUATE EN SCIENCE DE GESTION? *Révues des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et de Gestion*, 10(2), pp. 346-373.
- (20). HAIDARA, A., CISSE, B., & KAKA, Z. Y. (2023). PME et Réduction des asymétries d'information : l'apport de la théorie des signaux. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(1-2), pp. 23-39. doi:<https://doi.org/10.5281/zenodo.7582352>
- (21). Hazem BEN, A. (2001, juin). QUELLE METHODOLOGIE DE RECHERCHE APPROPRIEE POUR UNE CONSTRUCTION DE LA RECHERCHE EN GESTION ?, (pp. 1-27).
- (22). Institut National de la Statistique (INSTAT). (2024, Juin 20). *Rapport thématique sur les caractéristiques des très Petites et Petites Entreprises (TPPE) AU MALI*. RGUE. Bamako: INSTAT - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES DU MALI. Récupéré sur <https://www.maliweb.net/contribution/problematique-du-développement-despetites-et-moyennes-entreprise-pme-analyse-de-la-situation-des-pme-2824717.htm>=1.
- (23). Jacqueline Offele Okopoue, E. D. (2024). Effets de l'accès au financement sur la performance des PME féminines au Congo. *Organisation et territoire*, 3(2), 39-52.

- (24). Judith, B., GLIDJA, & AWIGNAN, I. G. (2021). Les déterminants de l'endettement : une validation empirique des théories financières sur un échantillon de PME innovantes au Bénin. *Revue africaine de management*, 6(2), 104-125.
- (25). Julien , P. (1997). *Les PME : Bilan et perspectives*. Paris: ECONOMICA.
- (26). Julien, L. (2008). Comment améliorer l'accès au financement pour les PME d'Afrique subsaharienne ? 153-174.
- (27). KONE, B., & THERA, S. (2022). Impact de l'endettement sur la performance dans les PME du district de Bamako: cas des BTP ( Batiment et Travaux Publics ). *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM)*, 2(1), 58-71.
- (28). Lelart, M. (2002). L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers. *Dans Mondes en développement* 2002/3(119), p. 9 à 20 .
- (29). LSEG Africa Advisory Group. (2018). *The challenges and opportunities of SME financing in Africa*. Londron: Londron stock Exchange Group.
- (30). Marie-José, A. (2011). Les paradigmes épistémologiques constructivistes : post-modernisme ou pragmatisme ? *Management & Avenir*, 3(43), pp. 372 - 391.
- (31). Mbama, P. C. (2024). Faible financement des PME dans un contexte de liquidités bancaires excessives: comment expliquer ce paradoxe dans le cas du Cameroun ? *Revue internationale des sciences de l'organisation*, 2(18), 107-138.
- (32). Michel, L. (2002). L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers, *Dans Mondes en développement*. (119), 9-20.
- (33). Modigliani, F. a. (1958). The Cost of Capital, Corporation Finance and the Theory of Investment. . *American Economic Review*, 48, 261-297.
- (34). Mondiale, B. (2015). *Programme d'évaluation du secteur financier Mali, le systeme bancaire et le crédit à l'économie*.
- (35). Mondiale, B. (2015). *Programme d'évaluation du secteur financier Mali, le systeme bancaire et le crédit à l'économie*.
- (36). Mondiale, B. (2015). *Programme d'évaluation du secteur financier Mali, le systeme bancaire et le crédit à l'économie*.
- (37). Montréal, U. d. (2025). Ecosystème des PME de l'espace francophone : défis et perspectives; observatoire de la francophonie économique. 1-10.
- (38). Mourad LAOUKILI, E. A. (2024). Etude de l'impact du financement bancaire sur la performance des entreprises : Cas des entreprises touristiques de la region de l'oriental.
- (39). Mourad LAOUKILI, E. A. (2024). Etude de l'impact du financement bancaire sur la performance des entreprises : Cas des entreprises touristiques de la region de l'oriental.
- (40). MOUSTAPHA, D. M. (2003). Pauvreté et sources de financement dans le secteur informel urbain au Benin. 20.
- (41). Myers, S. C. (1984). Corporate Financing and Investment Decisions When Firms Have Information That Investors Do Not Have. *Social Science Electronic Publishing*, 13, 187-221.
- (42). Nguena, C. L., & Nanfosso, T. R. (2014, Juillet 15). Facteurs Microéconomiques du Déficit de Financement des PME au Cameroun. *African Development Review*, 26(2), pp. 372-383. doi: <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12098>
- (43). NIYUHIRE, P. (2023). Déterminants du refus de financement des Petites et Moyennes Entreprises par les banques commerciales du Burundi.
- (44). Peter, P. (2018). L'accès aux financements, un facteur clé pour la croissance. *Conference on Investment, Technological Transformation and Skills* . Directoire de la Banque centrale européenne. Récupéré sur <https://www.eib.org/fr/stories/corporate-financing-market>

- (45). Romain, F. P. (2020). Les déterminants objectifs de l'endettement en contexte de rationnement du crédit : une étude empirique dans les PME camerounaises . *Journal of Academic Finance*, 11 (2), 283.
- (46). Sagaye, D. . (2019). La problématique du financement des petites et moyennes entreprises au Sénégal, thèse université de Pau et des pays de l'Adour. *Thèse*, 284. École doctorale Science Sociales et Humaines.
- (47). SANOGO, I., KEITA, A., HAIDARA, B., & TRAORE, T. (2026). Choix de structure financière des entreprises : Approches Micro et macro-facteurs. *Acaref*, pp. 132-173.
- (48). SISSOKO, M. (2020, Octobre 02). *Bamada*. Récupéré sur Bamada.net : <https://bamada.net/difficultes-dacces-des-pme-au-credit-bancaire-du-mali-banques-et-operateurs-economiques-en-parlent>
- (49). Soumaila, D. (2011, Avril). Surliquidité bancaire et « sous-financement de l'économie ». *Une analyse du paradoxe de l'UEMOA*, 1(205), pp. 151-170. doi:DOI 10.3917/rtn.205.0151
- (50). Stephen Kwadwo, A., & Hamza, K. (2015, juin). Qualitative and quantitative research paradigms in business research: A philosophical reflection. *European journal of business and management*, 7(3), pp. 217-225.
- (51). Stiglitz, J. a. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. . *The American Economic Review*, 71, 393-410.
- (52). TOGOLA, I., COULIBALY, M. A., & BALLO, I. (2025). Conditions d'accès au financement bancaire des PME au Mali : cas des entreprises de construction. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 8(3), 121 - 142. doi:10.5281/zenodo
- (53). Walid, B., & Hafsa, N. (2022, Septembre). Le crowdfunding, la nouvelle voie de financement pour les PMEmarocaines. *nternational Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(5-1), pp. 211-222. doi:<https://doi.org/10.5281/zenodo.7121102>